76-4

FR. 3 26838

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES ANCIENS.

R A P P O R T

FAIT

P A R P É R È S,

De la Haute - Garonne ,

*Sur la résolution du 13 fructidor dernier, relative
à la poste aux chevaux.*

Séance du 4 vendémiaire an 7.

R E P R É S E N T A N S D U P E U P L E ,

Le 16 fructidor dernier, vous chargeâtes une commission-
spéciale de l'examen d'une résolution du Conseil des Cinq-
Cents, en date du 13 du même mois, relative à la poste

3

A

THE NEWBERRY
LIBRARY

aux chevaux : cette commission a rempli son mandat , & je vous apporte le fruit de ses observations.

La résolution est prise dans la forme d'urgence , par les motifs suivans.

« Le Conseil des Cinq-Cents , considérant qu'il est instant d'assurer le service des relais , en l'assujettissant à des règles qui fixent le sort & déterminent les devoirs de ceux à qui il est confié ,

» Déclare qu'il y a urgence. »

Cette urgence a paru bien motivée à votre commission. Je vous propose, en son nom , de l'approuver.

Représentans du peuple, depuis l'établissement du régime constitutionnel, une des principales sollicitudes du Corps législatif a toujours été de retirer de dessous les décombres révolutionnaires, l'administration des postes devenue presque méconnoissable à travers toutes les vicissitudes qu'elle avoit éprouvées : divisée, dans les derniers temps, en trois sections, qui formoient par le fait autant d'administrations particulières, elle manquoit de cet ensemble d'où résulte l'uniformité des vues, & qui est le premier garant des succès. Outre ce vice commun, chacune d'elles avoit une maladie qui lui étoit propre.

Le décret du 25 vendémiaire an 3 rapporta la loi du 29 août 1790. Dès ce moment, les messageries nationales, écrasées par la concurrence, usoient en pure perte leur mobilier, & puisoient dans le trésor public, au lieu d'y verser des produits.

La poste aux lettres, qui fut toujours une branche importante du revenu national, n'obtenoit guère des résultats plus heureux, & il n'en faut pas être surpris. Abus énorme des contre-seings, recettes fictives à côté des dépenses réelles, & plus d'un vice dans son régime intérieur, voilà les obstacles contre lesquels elle avoit à lutter.

Après plusieurs tentatives infructueuses pour remédier à cet ordre de choses, intervint enfin la loi du 9 vendé-

naire dernier, qui supprima la régie des messageries nationales, & ordonna la mise en ferme de la poste aux lettres. La poste aux lettres est affermée, & nous n'avons plus aujourd'hui que des voitures exploitées par des entrepreneurs particuliers. Ce parti, le meilleur à prendre alors, fera place sans doute, en des temps plus fortunés, à des combinaisons plus utiles aux intérêts de la République.

En attendant, nous avons à nous occuper de la poste aux chevaux, sur laquelle la loi du 9 vendémiaire n'a rien statué, & qui est la seule section qui reste de l'ancienne administration générale des postes. Vous nommer la poste aux chevaux, c'est réveiller en vous l'idée du plus important des services publics. C'est par lui que nous faisons mouvoir promptement nos armées pour les conduire à la victoire, que nos agens diplomatiques reçoivent d'utiles instructions, que nous entretenons une correspondance active avec les puissances alliées ou neutres; c'est par lui que le gouvernement agit, surveille, ordonne & fait exécuter avec célérité la volonté nationale sur toutes les parties du territoire; il est le véhicule de l'industrie, l'âme du commerce, le nœud qui rattache les autorités à un centre commun, le lien qui unit tous les citoyens entre eux, par la facilité des communications & le rapprochement des distances. Enfin, si les grandes routes sont les veines du corps politique, il n'appartient qu'à des relais bien organisés d'y faire circuler la chaleur & la vie.

Cependant ce service, tout essentiel qu'il est pour la prospérité de la République, est livré depuis long-temps à une sorte d'abandon. Voyons quelles en sont les causes, & entrons, pour l'instruction de nos nouveaux collègues, dans les détails de tout ce qui s'est passé de relatif à la poste aux chevaux, depuis qu'il est question de son organisation.

Avant la révolution, le service des dépêches ne se faisoit en poste que sur les cinq routes principales partant de Paris. L'Assemblée constituante, en défiance continuelle

contre la cour , & jalouse de faire germer promptement les semences de liberté qui sorroient de son sein , établit le même service sur neuf autres routes directes , & sur vingt-sept routes transversales ; elle retira aux maîtres de poste des exemptions & des privilèges incompatibles avec l'égalité dont elle jetoit les premières bases , & leur accorda en dédommagement 30 francs par cheval reconnu nécessaire pour le service.

L'événement répond à ses espérances , & la poste aux chevaux arrive au plus haut point de prospérité. Mais bientôt les indemnités devenant insuffisantes à raison de la decadence progressive du papier-monnaie , il fallut successivement en élever le taux : ce taux se trouvant toujours en disproportion avec les dépenses des titulaires , le gouvernement se déterminà à compter de clerc à maître avec eux ; mais il ne donnoit en paiement que des valeurs fictives & sans cesse décroissantes , qui ne représentoient plus rien lorsqu'on vouloit les utiliser.

Enfin , les indemnités n'ont plus été payées ; & depuis plus de deux ans , les maîtres de poste ne perçoivent d'autre bénéfice que celui de 30 sous par cheval , fixés par les lois des 6 nivôse & 6 messidor de l'an 4 : aussi beaucoup d'entre eux ont-ils été forcés d'abandonner leurs établissemens ; & si les autres ont continué le service , ce n'est que sous les promesses réitérées qui leur ont été faites , que le Corps législatif leur tendroit une main protectrice , & qu'il ne laisseroit point leur dévouement sans récompense.

Les choses en étoient à ce point , lorsque le 25 brumaire dernier , le Directoire exécutif , par un message , appela l'attention du Conseil des Cinq-Cents sur l'organisation de la poste aux chevaux , & lui proposa divers moyens propres à rendre à cette partie du service public son lustre & sa stabilité.

Le 21 ventôse suivant , le Conseil des Cinq-Cents prit une résolution , dont voici en abrégé les dispositions principales.

Maintien de la poste aux chevaux dans toute l'étendue de la République.

Fixation du prix de chaque cheval par poste à 12 décimes 5 centimes, & des guides de chaque postillon à 6 décimes.

Rapport de la loi du 12 septembre 1791, qui chargeoit exclusivement les maîtres de poste de la conduite des malles sur les quarante-une routes y énoncées.

Affranchissement des maîtres de poste au droit de patente.

Affectation de 750,000 francs pour leurs gages annuels, secours en cas de pertes majeures, frais de l'administration & de l'inspection des relais.

Le Directoire exécutif autorisé à faire tous réglemens d'ordre & de police, à déterminer la position, le nombre des relais & leurs distances respectives.

La poste de faveur ne peut excéder une demi-poste pour les communes de quatre-vingt mille habitans & au-dessus.

Défense à tout particulier de fournir des chevaux aux voyageurs, sous peine de restitution du prix de la course aux maîtres de poste.

Remplacement de l'administration des relais par un bureau composé d'un chef & de quelques commis, sous la surveillance du ministre des finances.

Création de dix inspecteurs, avec un traitement de 4,000 fr. à chacun d'eux.

La commission que vous nommâtes pour l'examen de cette résolution y découvrit plusieurs vices, qui furent développés dans un rapport du 2 germinal.

On y convient d'abord de la nécessité de maintenir l'établissement des postes aux chevaux, & de le faire jouir de toute la protection nationale. Le système anglais, qui livre cette branche à l'industrie, ne parut point applicable à un sol aussi étendu que celui de la France, qui est traversé par des routes dans tous les sens, & sur lequel les

citoyens se meuvent à des époques périodiques, par l'effet de notre gouvernement représentatif.

La résolution ne parut point même accorder assez de faveur à ce service, en ce qu'elle n'assuroit point une pension de retraite aux postillons; & on la critiqua sous ce rapport.

Cependant, par une contradiction inexplicable, on lui applaudit bientôt après, sur ce qu'elle rapportoit la loi du 12 septembre 1791, qui attribue exclusivement la conduite des malles aux maîtres de poste sur quarante-une routes: en sorte qu'en parlant de protection, on ne protège point; & en convenant du danger de la concurrence, on conclut qu'il faut la rétablir.

Le prix des courses parut bien calculé. Plus haut, il éloigneroit les voyageurs; plus bas, il nuirait aux maîtres de poste. Cependant on trouva juste de le fixer chaque année, afin qu'il fût toujours en proportion avec l'abondance ou la rareté des fourrages & des avoines. On auroit pu ajouter qu'un tarif uniforme ne convient point à un sol aussi inégal que le nôtre. Un maître de poste placé sur une route plénière & en bon état, doit-il recevoir la même rétribution que celui qui parcourt un chemin sablonneux, glaiseux, montueux ou défoncé?

L'assujettissement au droit de patente fut blâmé avec beaucoup de raison. Les maîtres de poste exercent moins une industrie particulière, qu'ils ne remplissent une fonction publique: ce qui le prouve, c'est qu'ils sont brevetés par le gouvernement, salariés par la République, & qu'ils ne peuvent discontinuer le service que six mois après la date de leur démission. Trouve-t-on ce triple caractère chez les débitans de poudre, auxquels on a voulu les assimiler? N'est-il pas évident que ceux-ci ne sont que des marchands exclusifs, & que la commission dont ils sont revêtus leur confère des profits sans leur imposer aucune charge? D'ailleurs la question est nettement tranchée par la loi du 6 fructidor an 4, qui porte, article XIX, que les em-

ployés salariés par la nation ne sont point assujettis à la patente.

La somme de 750,000 francs, mise annuellement à la disposition du Directoire exécutif pour être employée en gages & secours, & en frais d'administration, parut, au premier abord, trop considérable à votre commission; cependant elle finit par dire qu'il étoit impossible de fixer avec précision cette dépense, & que la résolution auroit au moins dû distinguer ce qui étoit affecté aux gages & secours, d'avec ce qui étoit destiné aux dépenses administratives, afin qu'il y eût un peu moins d'arbitraire dans l'emploi de la somme demandée.

L'article qui défendoit de fournir des chevaux aux voyageurs, au préjudice des maîtres de poste, fut attaqué comme contraire à la liberté, & comme ne renfermant pas d'exception, dans le cas où un relais se trouveroit absolument dé garni de chevaux.

La nouvelle administration projetée ne fut pas mieux accueillie. Elle fut trouvée obscure, dangereuse & despotique. Le ministre des finances auroit eu l'air de tout voir & de tout faire; & dans le fait tout auroit été soumis au caprice de son chef de bureau: c'étoit ressusciter, sous une autre forme, le surintendant des postes. Dans le débat de l'article V, il ne falloit point d'administration. En discutant celui-ci, on convient qu'une administration est nécessaire: mais, pour être plus utile, elle doit être réunie accessoirement à celle de la poste aux lettres.

Tels furent, représentans du peuple, les motifs qui engagèrent votre commission à vous proposer de déclarer que vous ne pouviez adopter la résolution. Ils furent si déterminans pour vous, que vous prîtes ce parti après un court ajournement, & sans discussion ultérieure.

Aujourd'hui, une seconde résolution vous est présentée, exempte des vices reprochés à la première. Elle contient même diverses améliorations que votre commission n'avoit pas indiquées.

Par exemple, lorsque dans l'article II, elle prohibe l'établissement de relais particuliers au préjudice des maîtres de poste, elle conserve aux voyageurs la faculté de se servir de chevaux de louage, pourvu que leur trajet ne soit pas d'une poste à une autre: ainsi se concilient la liberté & l'industrie des citoyens avec la nécessité des relais publics. Vouloir dépasser cette limite, c'est oublier que la liberté individuelle doit toujours être subordonnée à celle dont tout gouvernement a besoin pour sa propre conservation. Or l'établissement des postes étant indispensable à un gouvernement qui veut être fort, surveillant & actif, il s'ensuit qu'il doit être protégé contre toute concurrence indéfinie, qui le détruiroit sans rien laisser de stable à sa place.

2°. L'article VII, en autorisant le Directoire exécutif à déterminer la position, le nombre des relais & leurs distances respectives, lui trace sagement cette règle, c'est qu'il réduira les relais les plus forts à deux postes & demie, & qu'il portera les plus foibles à une poste & demie, à moins que les localités ne s'y opposent impérieusement. Si l'inégalité bizarre & choquante qui règne dans la distribution des relais disséminés sur la vaste surface de la République, appeloit depuis long-temps cette réforme, il étoit aussi de la prudence du législateur, en l'opérant, de marquer d'une manière précise les degrés que le Directoire pourroit parcourir dans l'exécution. Par là les intérêts privés seront sans influence, ou du moins ils ne nuiront que foiblement à l'intérêt public.

Il a été remis à votre commission, contre cet article, des réclamations de plusieurs maîtres de poste. Une seule raison l'a frappée dans ces mémoires, c'est que la distance de deux postes & demie, qui peut être sans inconvénient sur des routes transversales ou peu fréquentées, entravera le service sur les routes du centre, & à trente, quarante, ou cinquante lieues de Paris. Nous répondrons que cet inconvénient sera saisi par le Directoire, & qu'il le prévendra en laissant des relais à petites distances par-tout où ils seront jugés

nécessaires. Au surplus, c'est à nos collègues des Cinq-Cents à peser, dans leur sagesse, si la distinction proposée est de nature à faire la matière d'une disposition législative. Votre commission la croit purement réglementaire.

3°. La résolution, dans l'article X, assure aux postillons, après vingt ans de service, comme postillons en rang, ou dans le cas d'un accident ou d'une infirmité qui les mettroit hors d'état de gagner leur vie, une pension qui roulera de 150 à 200 francs; elle la déclare réversible en tout ou en partie à leurs veuves & à leurs enfans; enfin elle maintient les guides à 75 centimes, lorsqu'elle réduit à 1 franc 25 centimes le prix de chaque cheval par poste.

Après un traitement si large fait aux postillons, elle devoit garantir le public contre leur arrogance, leurs exactions, & leur insatiable cupidité. C'est ce qu'elle a fait, en leur défendant, article XVI, de rien exiger ou recevoir au-delà du tarif, d'insulter les voyageurs ou de leur donner aucun sujet de plainte, le tout à peine de destitution; en ouvrant en outre chez chaque maître de poste, par l'article XVII, un registre dans lequel les voyageurs pourront consigner leurs griefs, & dont le relevé sera transmis périodiquement à l'administration par les inspecteurs. Puisse cet article recevoir la plus sévère exécution! Depuis longtemps il étoit désiré par le paisible voyageur. Puisse aussi les maîtres de poste se bien persuader que l'insolence de leurs postillons nuit plus qu'ils ne pensent à leurs établissemens. On finiroit par aimer mieux aller à pied, que de se voir continuellement en butte à une aussi détestable tyrannie.

4°. L'idée de votre première commission, de créer une administration commune à la poste aux lettres & à la poste aux chevaux est mise en œuvre dans l'article XI. Il remplace l'administration actuelle par une administration composée du commissaire du Directoire exécutif près la poste aux lettres, & de deux inspecteurs principaux. Ainsi, ces deux parties se trouvant dans une dépendance réciproque,

Rapport par Pérès.

A 5.

seront mues par le même esprit , & marcheront plus sûrement vers le même but. Il y a encore cet avantage financier , c'est qu'avec un traitement unique vous avez des administrateurs chargés d'une double fonction.

Il semble qu'après tant de bonifications dans la loi qui vous est proposée, il ne vous reste plus qu'à conclure que vous devez la revêtir de votre approbation. Votre commission pense néanmoins unanimement que vous ne pouvez pas l'adopter ; & pour justifier son opinion, elle va vous mettre sous les yeux l'article VI, dont elle n'a pas encore parlé. Il est ainsi conçu :

« La loi du 12 septembre 1791, qui accordoit exclusivement aux maîtres de poste la conduite des malles sur une partie des routes de la République, est maintenue. »

Vous savez, & je l'ai déjà dit, que les routes étoient au nombre de quarante-une, dont quatorze seulement parloient directement de Paris.

Je ne dois pas maintenant vous laisser ignorer que, dans le projet de résolution, tel qu'il fut proposé par la commission des Cinq-Cents, cette loi du 12 septembre étoit rapportée, & que, d'après un simple amendement, dont toutes les conséquences ne furent pas d'abord senties, il fut mis au contraire qu'elle étoit *maintenue*. Si la résolution se trouve bonne avec un tel changement, il faut convenir que le projet en devoit être bien mauvais. Mais si le projet étoit conséquent à lui-même ; si les dispositions en étoient si bien coordonnées qu'elles formassent un tout homogène, il faut convenir aussi que la résolution ne peut être que vicieuse.

Or le système du projet n'est pas douteux ; il étoit combiné de manière à concilier la faveur due à l'établissement de la poste aux chevaux, avec les circonstances actuelles qui ne sont plus les mêmes que celles où nous nous trouvions placés à l'époque du 12 septembre 1791. S'il prohibe la concurrence pour le transport des voyageurs ; s'il attribue aux maîtres de poste & des gages annuels fixes, & des

indemnités éventuelles en cas de pertes majeures ; s'il assure des pensions de retraite aux postillons qui les auront méritées, avec réversion à leurs femmes & à leurs enfans ; s'il affecte en un mot pour chaque année, un fonds de 750,000 francs à la conservation du service public des relais, ce n'est évidemment que dans la supposition qu'ils ne seront plus chargés de droit de la conduite des malles. Que fait cependant la résolution ? elle leur donne exclusivement la conduite des malles, en maintenant la loi de 1791, & elle laisse subsister les avantages promis en compensation de ce qu'ils ne devoient plus l'avoir. Il y a donc ici double emploi, double faveur, double privilège. Le trésor public est-il donc en situation de faire tant de sacrifices ? n'est-il pas temps enfin que nous raisonnions toutes nos dépenses, & que nous nous armions pour le bonheur du peuple de la plus inflexible économie ?

C'est maintenant le cas de dire pourquoi le projet de résolution rapportoit la loi du 12 septembre 1791, & substituoit à la conduite exclusive des malles, des secours pécuniaires en faveur des maîtres de poste.

Mais auparavant votre commission vous exposera ses principes sur la question importante de la conduite des malles ; & pour cela, vous lui permettrez de vous reporter un instant à l'origine de l'établissement des postes. Elle ne la cherchera pas chez les Perses, qui les premiers eurent l'idée ingénieuse de faire de certains oiseaux les messagers de leurs dépêches ; elle la prendra chez les Romains, où nous voyons Auguste construire ces magnifiques routes qui saisissent encore le voyageur d'admiration, malgré l'état de délabrement où elles sont tombées. Quel fut le premier soin du second oppresseur de la liberté romaine, après que ces superbes monumens eurent reçu leur perfection ? ce fut d'y régler certaines distances que parcouraient rapidement des hommes agiles, porteurs de ses ordres. Bientôt après il y fut établi des relais de chevaux, mais toujours pour le service public.

Lorsque Charlemagne eut réuni à ses états l'Allemagne,

l'Italie & une partie des Espagnes, il sentit qu'il ne pouvoit bien gouverner un si vaste territoire, qu'en créant des lignes faciles de communication du centre à la circonférence : il eut recours à la poste, & ses lois furent par-tout respectées.

Louis XI releva cet établissement, que le déchirement de l'empire & les discordes intestines avoient presque anéanti ; & depuis il s'est maintenu en France jusqu'à nos jours avec plus ou moins de succès : mais jamais il n'a dû la protection dont il a joui qu'au besoin qu'en avoit le gouvernement.

Jettons maintenant nos regards sur les nations qui nous environnent ; étendons-les jusqu'à tous les peuples policés de l'univers : par-tout nous verrons l'autorité gouvernante s'emparer de tous les moyens de transmettre promptement ses actes aux gouvernés ; & où pouvoit-elle les trouver ces moyens, si ce n'est dans l'établissement des relais ?

Je conclus de ces faits, fondés sur la nature des choses comme sur l'histoire, que, puisque les relais ont pour objet primitif la transmission des dépêches du gouvernement, à eux seuls appartient la conduite des malles qui les renferment, & que, les en priver, c'est les anéantir & retomber dans le chaos, ou faire inutilement une double dépense, si on les soutient pour d'autres usages.

Mais toutes les routes ne sont pas également faites pour la conduite en poste des malles ; il en est d'embranchement à une certaine distance du centre, sur lesquelles le produit ne couvrirait point les frais de transport, & où le service peut aisément se faire en cariole, à cheval & même à pied. Là, il ne doit exister des relais que pour la commodité des voyageurs ; là, on peut autoriser la concurrence, & laisser le champ le plus libre à l'industrie, sans qu'il en résulte aucun inconvénient notable pour la chose publique.

La règle & l'exception furent donc parfaitement saisies par l'Assemblée constituante, lorsqu'elle rendit la loi du 12 septembre 1791. Elle y donne exclusivement la conduite

des malles aux maîtres de poste sur quatorze routes principales, & sur les vingt d'embranchement qui lui donnent les plus importantes. Elle n'accorda aux maîtres de poste ni toutes les autres, qu'un léger secours pécuniaire à titre d'encouragement. Le tableau de ces routes est peut-être susceptible d'être revu à raison de la nouvelle circonscription de la France, qui exige au moins dans ce moment seize cents relais. Mais la base est bonne, & votre commission regrette que les événemens vous forcent à vous en départir.

Parmi les lois qui succédèrent à celle dont je viens de parler, plusieurs lui portèrent atteinte, non-seulement dans la fixation du prix des courses qu'il falloit élever à mesure que le papier-monnoie décroissoit en valeur, mais encore dans ses dispositions essentielles & fondamentales. La plus remarquable de ces lois est celle du 24 juillet 1793. A cette époque, la ligue des rois étoit menaçante, & des traîtres les secondoient dans l'intérieur. La Convention nationale devoit, pour vaincre les uns & pour déjouer les autres, imprimer un grand mouvement à la République ; elle eut besoin pour cela, de multiplier les moyens de surveillance, de rendre plus fréquentes ses relations avec les citoyens, & celles des citoyens entre eux, de donner en un mot au service des postes toute l'activité qu'il pouvoit recevoir. En conséquence elle créa de grandes & de petites malles, qui pouvoient transporter jusqu'à quatre voyageurs, outre les dépêches & le courrier.

Elle autorisa l'administration à remplir le service sur certaines routes de la manière qu'elle croiroit la plus expéditive, la plus sûre & la plus économique.

Elle l'autorisa encore à changer au besoin la route des courriers actuels, à diriger leur marche comme elle le jugeroit convenable pour le bien du service, à régler le nombre des chevaux & postillons à employer sur chaque voiture, à payer les chevaux à raison de 2 liv. chacun par poste.

Enfin elle lui accorda la faculté de payer une augmentation de chevaux dans les localités qui en seroient susceptibles.

Tout cela résulte des articles VII, VIII, IX, LXXIV & LXXV de ladite loi du 24 juillet 1793. Ils étoient en pleine opposition avec la loi du 12 septembre 1791, qui fixoit le nombre des routes sur lesquelles les maîtres de poste conduiroient les malles, ainsi que le nombre des chevaux qui devoient être employés à cet effet ; qui fixoit enfin le prix de chaque cheval à 25 f., y compris 10 f. pour les guides, qui demeuroient à la charge des maîtres de poste.

Il est vrai que cette loi du 24 juillet ne rapporte pas expressément celle du 12 septembre, quant à l'attribution aux maîtres de poste de la conduite exclusive des malles ; qu'elle la leur assure au contraire de nouveau par l'article XLVIII : mais il est également vrai que les nombreuses dérogations de la seconde à la première loi ont fait tomber celle-ci en désuétude pour le tout ; que l'administration ayant reconnu qu'une grande partie des routes des deux sections ne comportoit pas un service en poste, elle lui substitua un service par entreprise ; qu'aucune réclamation ne s'éleva à cet égard de la part des maîtres de poste ; & que dans le fait, ils n'ont joui qu'environ dix-huit mois de la conduite exclusive des malles, c'est-à-dire, depuis le premier janvier 1792, jour à compter duquel devoit commencer à être exécutée la loi du 12 septembre 1791, jusqu'à la date de celle du 24 juillet 1793, qui la réforma.

Dans cet état des choses, une loi veut que la poste aux lettres soit affermée ; mais comment le Directoire obéira-t-il si la poste aux chevaux, si intimement liée à la poste aux lettres, n'est pas encore organisée ? il fait un message, & le message reste quatre mois sans réponse. Cependant le tiers de l'an 6 est écoulé, & le produit de la ferme de la poste aux lettres entre pour 12 millions dans les recettes présumées de l'an 6. Enfin il se fait au Conseil des Cinq-Cents un rapport sur la poste aux chevaux ; & une résola-

tion y est prise, qui, entre autres dispositions, rapporte la loi du 12 septembre 1791. Vous lui refusez votre approbation; & il paroît que ce n'est point à cause du rapport de cette loi, puisque votre commission le trouva aussi juste que politique : voilà donc encore la loi sur l'organisation de la poste aux chevaux indéfiniment ajournée. Le Directeur attendra-t-il qu'elle soit rendue? ou bien, connoissant le vœu des deux Conseils pour le rapport de la loi du 12 septembre 1791, la regarderait-il comme déjà rapportée, & affermerait-il la poste aux lettres d'après cette base? Pressé par le temps qui s'envole, & cédant au besoin d'alimenter le trésor public, il prend ce dernier parti, & il consent le bail de la poste aux lettres, dans la supposition que la conduite exclusive des malles n'appartient plus aux maîtres de poste. Seulement il réserve par une clause, qu'ils auront la préférence à prix égal, après les courriers & entrepreneurs de la régie actuelle. Ce bail a été vu en original par votre commission, & les fermiers lui en ont remis un extrait collationné.

Qu'arriveroit-il à présent, si vous approuviez la résolution qui maintient la loi du 12 septembre 1791? vous annulleriez tous les marchés qui ont été passés entre les fermiers & les maîtres de poste (car presque tous les maîtres de poste ont traité, regardant ladite loi comme non avenue); on exigeroit rigoureusement des fermiers le prix porté par le tarif. Les fermiers, envers qui on n'exécute pas les conditions du bail, en demanderoient la résiliation; & un produit certain de 11,029,585 fr. seroit réduit infailliblement à 7 ou 8 millions.

Mais, dit-on, puisque vous reconnoissez qu'en principe, le transport des malles est dû aux maîtres de poste, devez-vous sacrifier le principe au bail, ou ne vaut-il pas mieux sacrifier le bail au principe?

Je réponds que, ni le bail, ni le principe ne doivent être sacrifiés, s'ils sont en harmonie entre eux; & cet accord existe, je l'ai déjà prouvé.

Le bail doit être maintenu, parce qu'il a été passé sous la garantie de l'autorité publique; parce que, le Directoire a anticipé de bonne foi sur l'avenir, connoissant l'assentiment des deux Conseils pour le rapport de la loi du 12 septembre 1791; parce que ce rapport passoit pour constant depuis la loi du 24 juillet 1793, & chez les maîtres de poste qui, en vertu de cette loi, se virent privés de la conduite des malles, & ne s'en plainquirent pas; & chez les maîtres de poste qui ont vu également, sans en réclamer, le cahier des charges relatif au bail, & se sont arrangés, soit avec les fermiers, soit avec les entrepreneurs; parce qu'enfin vous ne pourriez toucher à la ferme, dont l'exploitation se trouve déjà en pleine activité, sans causer un bouleversement désastreux, & pour l'ordre public, & pour les finances.

Le principe est conservé, non pas celui qui attribue le transport des dépêches aux maîtres de poste, & dont il faut, à raison des circonstances, renvoyer l'exécution à un autre temps; mais cet autre principe qui veut qu'il n'y ait point des dispositions inconciliables dans les lois sur la même matière. Or, la résolution qui vous est soumise, en maintenant indéfiniment la loi du 12 septembre 1791, est en contradiction évidente avec celle du 24 juillet 1793 qui l'avoit changée en grande partie. Il falloit donc rapporter cette dernière, en ce qu'elle avoit de contraire à la précédente; & la résolution est muette à cet égard.

Le fait & le droit se réunissent donc contre elle sous ce premier rapport.

Considérée dans ses détails, elle présente encore quelques imperfections qu'il est facile de corriger, & une inconstitutionnalité qu'il est indispensable de faire disparaître.

Eh! d'abord, l'art. XI s'exprime ainsi :

« L'administration actuelle des relais est supprimée; elle sera remplacée par une administration composée du commissaire du Directoire exécutif près la poste aux lettres, & de deux inspecteurs principaux. Les inspecteurs seront tenus de

faire, une fois chaque année, des tournées de surveillance sur les routes principales dans toute l'étendue de la France, en se distribuant le travail, de manière à ce qu'il y en ait toujours un près du commissaire du Directoire exécutif.»

On se demande, après la lecture de cet article, si l'intention de la résolution est de créer ou de ne pas créer une administration nouvelle. En effet, le commissaire du Directoire exécutif doit-il être l'administrateur général, le surveillant unique des postes? il est inutile alors de prononcer le mot d'*administration*, qui, dans l'acception ordinaire, suppose une collection d'individus. Il falloit dire tout simplement... « l'administration actuelle sera remplacée par le commissaire du Directoire exécutif près la poste aux lettres... »

La résolution entend-elle au contraire qu'il y aura trois administrateurs, dont chacun aura voix délibérative & jouira d'un droit égal à celui des autres? mais alors son objet n'est pas rempli, puisque, sur deux inspecteurs-généraux qu'elle crée, il suffit qu'il en reste toujours un près du commissaire du Directoire exécutif. Eh! lors donc qu'ils seront divisés d'opinion, qui videra le partage? Il est clair que ce seroit toujours le commissaire, & que sa volonté prévaudroit dans tous les cas. Maintenant, je le demande: n'est-ce pas là faire revivre la sur-intendance des postes avec tout son arbitraire? Est-il politique, est-il prudent de livrer à seul homme, sur tout dans un temps de révolution, une partie qui touche de si près à la sûreté intérieure & extérieure de l'Etat?

Il faut donc une meilleure rédaction à cet article; il faut, ou que les deux inspecteurs-généraux ne désemparent jamais l'administration; ou, si l'on veut qu'il y en ait toujours un en tournée, il faut en porter le nombre à trois. Cette dernière opinion est celle d'un des administrateurs actuels, qui a publié d'excellentes vues sur la meilleure forme à donner à l'administration de la poste aux chevaux (1).

(1) Le citoyen Boulenger.

Nos collègues des Cinq-Cents examineront aussi si quatre inspecteurs particuliers sont suffisans pour faire les tournées nécessaires sur toutes les routes de poste de la République, sur-tout depuis que notre sol est agrandi de quatre départemens entre Meuse & Rhin. L'administrateur dont je viens de parler pense qu'il en faudroit au moins six.

Il me reste à prouver que la résolution est inconstitutionnelle; & pour cela je n'ai besoin que de placer à côté des articles X & XIV, l'article 162 de la constitution.

Dans le premier de ces articles, la résolution dispose que *la quotité de la pension accordée aux postillons sera réglée dans tous les cas par le Directoire exécutif.*

D'après l'art. XIV, *les pensions ne pourront être délivrées que sur un arrêté du Directoire, & l'état en sera remis annuellement au Corps législatif.*

Il résulte évidemment de ces articles, que le Corps législatif n'entre pour rien dans la création de ces pensions, & que l'état ne en lui est remis que pour lui servir de mémoire. Cependant lui seul peut créer des pensions, puisque, suivant l'article précité de l'acte constitutionnel, le Directoire n'a que le droit de lui présenter le projet de celles qu'il croit convenable d'établir. C'est ainsi que de temps en temps il soumet à son autorisation des listes de pensions militaires, lesquelles ne peuvent être acquittées qu'après que cette autorisation est intervenue.

A la vérité, il y a cette différence entre les pensions militaires & celles des postillons, c'est que les fonds pour le paiement des premières ne sont assignés que lorsqu'elles ont reçu leur existence de la loi; au lieu que dans l'espèce actuelle, une somme fixe de 20,000 fr. est annuellement destinée, par l'art. XIII de la résolution, à des pensions en faveur des postillons qui les auront méritées. On peut dire que ce sont moins alors des pensions proprement dites, que des distributions manuelles & des secours d'administration dont le Corps législatif ne peut ni ne doit se mêler.

La réponse est prompte. La résolution qualifie ces secours de pensions ; & ils en ont tous les caractères, puisqu'ils ne sont accordés que sous des conditions déterminées, & qu'ils sont réversibles aux femmes & aux enfans. Or la constitution ne distinguant point entre des pensions & des pensions, nous ne devons pas non plus nous permettre de distinguer ; & , dans tous les cas , nous devons tenir qu'au Corps législatif seul appartient le droit de créer des pensions. Sans cette fermeté de principes, nous verrions bientôt la constitution succomber sous l'attirail mortifère des subtilités & des sophismes.

En se résumant, votre commission pense que la résolution ne devoit pas maintenir la loi du 12 septembre 1791, tombée en désuétude, rapportée par le fait, & contre laquelle les deux Conseils avoient manifesté leur vœu ;

Que, dans son propre système, elle auroit dû rapporter la loi du 24 juillet 1793 en ce qu'elle avoit de contraire à celle qu'elle maintenoit, pour ne pas laisser subsister dans la même législation, des dispositions inaliabiles & contradictoires ;

Que le bail à ferme de la poste aux lettres, consenti de bonne foi par le Directoire, doit être maintenu avec soin, si vous voulez retirer de cette branche importante tout le revenu que vous vous en êtes promis ;

Qu'en attendant que la conduite des malles puisse être rendue aux maîtres de poste, conformément aux principes que nous avons développés, il n'y auroit point d'inconvénient à la leur assurer d'ors & déjà sur les douze principales routes directes, mais en laissant au Directoire la faculté d'en fixer le prix entre eux & les fermiers ;

Qu'il seroit également possible de la leur assurer sur les autres routes par préférence à prix égal, ou pour prévenir la collusion, moyennant le prix qui seroit fixé par le Directoire ;

Que l'administration des postes doit être composée de manière à ce qu'il y ait toujours trois administrateurs en

activité, y compris le commissaire du Directoire, & que les inspecteurs particuliers soient en nombre suffisant pour maintenir une exacte police dans tous les relais;

Que le travail relatif aux pensions des postillons doit être présenté par le Directoire au Corps législatif, non à titre de mémoire ou de renseignement, mais pour être soumis à son approbation.

Par toutes ces considérations, votre commission, composée des représentans du peuple Picault, Huguet, Fourmi, Rivaud & moi, est d'avis que vous déclariez que vous ne pouvez adopter.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Vendémiaire an 7.